

La *Smart City*, nouvel imaginaire urbain

Michel Lussault

(Texte publié dans la revue Textes et documents pour la classe, N°1115, Canopée, 2018).

Depuis le début des années 2010, la *Smart City* (la « ville intelligente ») semble un concept majeur de la réflexion actuelle sur l'avenir urbain dans un contexte de mondialisation et de changement global.

Pourtant, aucune définition précise unique ne s'impose, et au contraire de très nombreuses significations différentes coexistent. La *Smart City* renverrait ainsi davantage à une imagination géographique qu'à une approche véritablement scientifique de la question. Cette imagination géographique paraît au service d'intérêts économiques et politiques plus qu'au service du progrès de la connaissance. A travers l'usage du vocabulaire de la *Smart City*, c'est une certaine image et même une certaine idéologie spatiale des villes d'aujourd'hui et de demain que certains entendent promouvoir.

Le *Smart*, un concept récent

Pour le comprendre, il importe de revenir à l'origine de cette vogue du *Smart* et de tenter de cerner les acteurs de sa diffusion. L'expression *Smart City* naît sans doute au début des années 1990, en Californie. Au départ, elle témoigne de la réflexion d'experts qui réfléchissent aux effets du développement des technologies d'information et de communication numériques sur la gestion des grands réseaux urbains classiques (eau, transport, énergie) et sur les politiques de développement économique. A partir de cette première entrée en matière, alors que les dites technologies numériques accroissent rapidement leur emprise sur les activités et les pratiques, la « *Smartness* » – mot préféré à « *Intelligence* » qui existe également en anglais mais renvoie à un registre de langage plus soutenu – va au tournant du 21ème siècle devenir la panacée pour définir une ville qui saurait s'adapter aux nouvelles contraintes du temps.

De grandes firmes mondiales vont énormément contribuer à la stabilisation et à l'orientation de la notion dans laquelle elles ont trouvé une façon de promouvoir de nouvelles formes de production de richesse via les technologies « digitales ». IBM, qui voyait ses marchés historiques perdre rapidement de l'importance, a très tôt formalisé et diffusé une première conception de la *Smart City*, afin de dégager de nouveaux produits et services vendables aux grands acteurs urbains. Au moment où l'urbanisation s'affirme comme le cadre de vie de la majorité des habitants de la planète, les stratèges d'IBM voient la ville comme un marché à la fois local et mondialisé où le numérique offre des possibilités inédites de ventes de compétences-clefs, susceptibles de procurer des profits importants. L'idée est aussi de considérer que la ville est un système de services interreliés : les services pour les infrastructures urbaines, les services pour les entreprises et les acteurs institutionnels (dont les gouvernements locaux), les services aux particuliers.

Chacun de ces systèmes est en lui même un secteur lucratif, où la maîtrise des « données massives » (« *Big Data* »), de leur traitement et de la circulation de l'information sont vitales. IBM en vient ainsi à définir la *Smart City* comme « celle où l'on utilise de manière optimale toutes les informations interconnectées disponibles pour mieux comprendre et contrôler les opérations et optimiser l'utilisation de ressources limitées ». Il faut bien comprendre la chaîne de cause à effet : la collecte de l'information et son traitement (qui nécessiteraient ici les solutions IBM, en termes de capteurs, de matériels numériques, d'algorithmes et d'ingénieurs) permet l'efficacité optimale, cette fameuse « efficacité » (*efficiency*) qui apparaît la vertu cardinale d'une métropole prospère.

#### L'utilisation des *Data* pour penser la ville intelligente

Quasiment dans le même temps, Cisco, qui vend des systèmes de traitement du « *Big Data* » – champ qui est en passe de devenir le nouvel eldorado de l'économie urbaine globalisée –, développe une approche comparable et concurrente. Elle propose de vendre aux entreprises et aux acteurs publics des « solutions qui tirent avantage des technologies d'information et de communication pour accroître l'efficacité, réduire les coûts, et améliorer la qualité de vie ». Dans les deux cas, la préoccupation environnementale est secondaire. Elle ne viendra que plus tard, via une réflexion sur la manière dont les systèmes intelligents de distribution énergétique (les fameuses *Smart Grids*) permettraient d'optimiser la production et la consommation de ressources.

De plus en plus de *Data* concernent directement les individus. Elles sont collectées lorsque ceux-ci se déplacent, utilisent des réseaux d'énergie ou d'eau (les compteurs intelligents assurent cela désormais), effectuent des achats, lancent une requête sur un moteur de recherche, échangent par des réseaux sociaux etc. La donnée est surabondante et omniprésente : plus rien ne semble lui échapper (pas plus l'environnement que le reste). Elle devient la matière première de l'intelligence des villes et de leur efficacité, de leur performance.

Toutes les entreprises de la communication et du numérique vont emboîter le pas à IBM et à partir de 2008-2010, les grands cabinets de consultants mondiaux ne seront pas en reste et vont créer des départements « *Cities* », qui vont proposer aux entreprises et aux gouvernements locaux et régionaux des accompagnements vers la « *Smartness* ». Dans ce cadre, la *Smart City* devient moins une réalité aisément observable qu'un discours porteur d'un imaginaire « vertueux » : celui d'une ville du futur radieuse, en germe dans le présent, grâce à l'application raisonnée des nouvelles technologies numériques.

Ce discours exprime une conception « néo-libérale » du développement urbain. Les métropoles sont pensées comme devant trouver des relais de croissance, qui imposent la mutation technologique, dans un contexte de concurrence mondiale exacerbée par les nouvelles rivalités commerciales mais aussi par la survenue de crises brutales, comme celle de 2008. La mise en œuvre du numérique pour maîtriser de nouvelles connaissances sur les systèmes urbains et sur les attentes et les pratiques des citoyens, est ici censée (si bien sûr elle est confiée

aux bons opérateurs, qui sont justement les promoteurs de cette imaginaire du succès, bouclage assez remarquable), augmenter imparablement l'intelligence du système urbain, au sens de sa capacité à s'adapter aux nouvelles contraintes du temps et d'indiquer aux acteurs une bonne marche à suivre. Dans un monde où les aléas, crises, catastrophes, et incertitudes paraissent pulluler, la *Smartness* assurerait la possibilité du bon pilotage. C'est à partir de cette affirmation qu'on a pu considérer qu'elle serait une condition de la soutenabilité — mot qui devrait être préféré à celui de durabilité, habituellement utilisé pour traduire l'anglais *Sustainability* — des villes.

On assiste ainsi à un couplage entre des prescriptions technologiques et des attentes environnementales et sociales afin de promouvoir l'urbain soutenable dans toute l'acception du terme (le développement soutenable — « *Sustainable development* » conjugue les exigences environnementales, de justice sociale et de développement économique). Ce couplage s'effectue dans le champ de ce que les experts appellent la gouvernance urbaine, qui désignerait une nouvelle alliance entre les pouvoirs locaux et les entreprises au service du développement économique. La bonne gouvernance d'aujourd'hui serait un pilotage partagé entre public et privé du système urbain fondé sur la *Smartness*.

#### Des mégapoles asiatiques aux villes moyennes françaises

Ces visions étaient au centre de la problématique de l'exposition universelle de Shanghai en 2010, dont le thème « *Better City, Better Life* » postulait ce lien positif. La plupart des pavillons nationaux rivalisèrent pour l'illustrer et pour montrer que la *Smartness* était la clef de la bonne vie. Les gouvernements asiatiques (Japon, Corée, Chine, Singapour, Malaisie, Tai Wan) étaient particulièrement impliqués. Ils ont depuis accru leur politique de développement tout azimut de la *Smartness*. Cet imaginaire a conduit à développer ex-nihilo des projets de *Smart City* et en faire des vitrines de la ville du futur : on peut citer Masdar City, projet porté par l'Emirat d'Abou Dhabi, Songdo, bâtie depuis une dizaine d'année (après une décision prise en 2003), sur des terrains conquis sur la mer près de Séoul, ou des implantations indiennes en périphérie des mégapoles, développées de façon très volontariste par le gouvernement Modi, dans une optique affirmée de croissance économique intense — comme celle de la *Smart City* Kochi dans le Kerala, lancée avec des capitaux de Dubaï.

Voilà une démarche *Top/Down* : un pouvoir « éclairé » décide d'apporter des solutions clefs en mains pour prouver son sens de l'innovation. Ici des solutions qui sont orientées par la volonté des technologues de produire un espace et une société urbaines dont la finalité est d'optimiser le moindre fonctionnement par l'usage de la donnée — ce qui impose une architecture et un urbanisme qui font du capteur un élément décisif. On se trouve éloigné de la pensée écologique et la soutenabilité paraît dépendre entièrement de la capacité des systèmes intelligents à garantir plus d'efficacité urbaine en minimisant les ressources naturelles nécessaires.

Ces cas de villes intelligentes nouvelles sont peu nombreux et celles-ci peinent encore à exister vraiment. En revanche, les greffes de *Smartness* sur des villes existantes sont légion et manifestent une volonté des gouvernements locaux, régionaux et nationaux « d’être dans le coup », de ne pas laisser passer le train de l’innovation de rupture. Par exemple, la métropole de Lyon justifie ainsi sa politique : « Lyon Métropole Intelligente, c’est une démarche transversale à l’ensemble des métiers de la Métropole de Lyon, mettant à profit la transformation de la ville pour produire l’innovation. L’objectif final est la création de valeur économique, sociale et sociétale, pour l’ensemble du territoire grand lyonnais, en associant l’ensemble des acteurs du territoire ». La technologie, l’efficacité et le développement sont censés y former un cercle vertueux.

Mais on se tromperait si l’on restreignait une telle démarche aux ensembles urbains les plus dynamiques, riches, dotés en nombreuses entreprises innovantes, en universités et centres de recherche. Toutes les tailles de ville sont saisies par la volonté de devenir *Smart*. Cet unisson est d’ailleurs troublant, car il témoigne d’un effet de mode pas forcément très réfléchi et aussi de la dépendance des gouvernements locaux vis à vis des grands groupes de services et de technologies numériques. On notera que les gouvernements nationaux et leurs relais jouent un rôle décisif : en France, l’État est très actif sur ce dossier et la Caisse des Dépôts en a fait un axe d’action important.

#### Une évolution du concept, des initiatives nouvelles

Initialement, on l’a vu, les questions sociales, culturelles, politiques, écologiques étaient peu prises réellement en compte par les expertises de la *Smart City*. Toutefois, on voit apparaître un discours sur la ville intelligente qui s’écarte un peu de la lecture strictement économiste de l’innovation. Le site de la métropole de Lyon insiste sur le fait qu’il importe d’innover en matière de citoyenneté, de partenariats entre acteurs publics, citoyens et entreprises et acteurs privés, que le souci environnemental doit être permanent, pour garantir la qualité de vie de tous. Si l’on reste devant une approche assez standard, on sent une volonté de prendre en considération autre chose que l’efficacité et l’agilité économiques.

On voit même poindre des discours alternatifs, qui font de la *Smartness* un instrument au service de la justice sociale, de la transition écologique, et de l’innovation politique. Très souvent, alors, la *Smart City* devient alors aussi « *Learning City* », une ville qui est conçue pour être un terrain d’apprentissage partagé de l’innovation par les habitants. La *Smartness* ne dénote plus tant d’un imaginaire des vainqueurs économiques de la mondialisation, que d’un discours de promotion d’une possible évolution des sociétés urbaines vers plus de partages, de coopérations, de solidarités, d’horizontalité. Ce nouveau registre de la *Smart City*, sans doute assez idéaliste, commence à prendre de l’importance, notamment en Europe du Nord, dans les pays en développement (où l’ONU accompagne des expérimentations), en Espagne, en Italie, en Amérique Latine — l’Asie reste très dépendante d’une approche technologique et économique.

Des cas emblématiques apparaissent, comme celui du quartier de Buiksloterham à Amsterdam. Cette friche industrielle et portuaire se voit réoccupée par une population d'activistes urbains engagés dans la promotion d'un mode de vie plus écologique, coopératif, responsable. Ceux-ci misent à la fois sur l'innovation sociale afin de mettre en place un quartier de solidarité et d'équilibres environnementaux, fondé sur une économie circulaire, et sur l'innovation technologique, permettant d'optimiser la consommation d'énergie et d'eau, d'améliorer l'utilisation des ressources, de promouvoir la citoyenneté délibérative, d'apporter des solutions architecturales et constructives originales à ceux qui souhaitent s'installer, dans la logique du « Do It Yourself ». On voit se rencontrer l'intelligence technologique et de nouveaux modèles de société urbaine plus inclusive et citoyenne.

Bien sûr, ce type de projet reste porté par des classes sociales plutôt aisées et s'appuyant sur un important capital culturel (des universitaires, des créateurs, des artistes, des entrepreneurs du numériques). Il n'en reste pas moins que ces exemples mettent en exergue un autre imaginaire urbain, sinon concurrent du précédent – il ne cherche d'ailleurs pas à l'être et les acteurs de Buiksloterham savent utiliser les ressources du système dominants et demandent simplement qu'on les laisse mener à bien leur démarche –, du moins proposant un autre chemin qu'on aimerait voir empruntable par ceux qui le souhaitent.

## Références bibliographiques et sitologiques

- Vito Albino, Umberto Berardi, Rosa Maria Dangelico, « Smart cities: Definitions, dimensions, performance, and initiatives », *Journal of Urban Technology*, 22(1), 2015, p. 3-21.

- Sandra Beux et Jeremy Diaz, *La ville intelligente. Origines, forces et limites d'une expression polysémique*, Montréal, Institut National de la Recherche Scientifique, 2017.

Disponible en accès libre : <http://espace.inrs.ca/4917/1/Rapport-LaVilleIntelligente.pdf>

- Jessica Gourdon, « A Amsterdam, le quartier qui veut pirater la ville », *Le Monde*, 25/01/2018 : [http://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2018/01/25/a-amsterdam-le-quartier-qui-veut-pirater-la-ville\\_5247071\\_4811534.html](http://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2018/01/25/a-amsterdam-le-quartier-qui-veut-pirater-la-ville_5247071_4811534.html)

- Dossier : « Qui gouverne la smart city ? » Revue *Urbanisme*, Paris, N°407, hiver 2017.

- Site de la métropole intelligente de Lyon : <http://www.economie.grandlyon.com/smart-city-lyon-metropole-intelligente-47.html>

-